



Avis d'attribution de marché
Directive 2014/24/UE

Section I : Pouvoir adjudicateur

I.1) NOM ET ADRESSES :

CA VAR ESTEREL MEDITERRANEE, à l'attention de M MASQUELIER Frédéric, Président de la CAVEM, 624 Chemin Aurélien, Lieu dit CS 50133, 83707 SAINT RAPHAEL CEDEX, Courriel : secretariat.general@cavem.fr, Adresse internet : <http://www.cavem.fr>

Adresse du profil d'acheteur (URL) : <https://marches-securises.fr>

Accès électronique à l'information (URL) : <https://www.marches-securises.fr>

I.2) PROCEDURE CONJOINTE :

I.4) TYPE DE POUVOIR ADJUDICATEUR : Organisme de droit public.

I.5) ACTIVITÉ PRINCIPALE : Services généraux des administrations publiques.

Section II : Objet

II.1) ETENDUE DU MARCHÉ :

II.1.1) Intitulé : Missions de coordination de la sécurité et de la protection de la santé (SPS) (Accord cadre)

II.1.2) Code CPV principal : Mots descripteurs : Assistance à maîtrise d'ouvrage. Descripteur principal : 71317200

II.1.3) Type de marché : Service.

II.1.4) Description succincte :

Les opérations de travaux situées au-delà de 800 000 euro(s) HT ne sont pas concernés par ce Marché.

II.1.6) Information sur les lots : Ce marché est divisé en lots : Non

II.1.7) Valeur totale du marché (hors TVA) : Valeur : 400000.00 EUR

II.2) DESCRIPTION : II.2.1) Intitulé :

II.2.2) Code(s) CPV additionnel(s) : Mots descripteurs : Assistance à maîtrise d'ouvrage.

Code CPV principal : 71317200

II.2.3) Lieu d'exécution : Code NUTS : FRL05.

II.2.4) Description des prestations :

Les opérations de travaux situées au-delà de 800 000 euro(s) HT ne sont pas concernés par ce Marché

II.2.5) Critères d'attribution :

Critère de qualité : Valeur technique/Pondération : 60.0%

Prix : Prix/Pondération : 40.0%

II.2.11) Information sur les options : Options : Non

II.2.13) Information sur les fonds de l'Union européenne

Le contrat s'inscrit dans un projet/programme financé par des fonds de l'Union européenne : Non

II.2.14) Informations complémentaires :

Section IV : Procédure

IV.1) DESCRIPTION :

IV.1.1) Type de procédure : Procédure ouverte

IV.1.3) Informations sur l'accord-cadre : Le marché implique la mise en place d'un accord-cadre

IV.1.6) Enchère électronique :

IV.1.8) Information concernant l'accord sur les marchés publics (AMP)

Le marché est couvert par l'accord sur les marchés publics : Oui

IV.2) RENSEIGNEMENTS D'ORDRE ADMINISTRATIF :

Section V : Attribution du marché

Marché n° : 20PF0017

Intitulé : Missions de coordination de la sécurité et de la protection de la santé (SPS) (Accord cadre)

V.2) Attribution du marché

V.2.1) Date de conclusion du marché : 12/01/2021

V.2.2) Informations sur les offres

* Nombre d'offres reçues : 9

Le marché a été attribué à un groupement d'opérateurs économiques : Non

V.2.3) Nom et adresse du titulaire

BUREAU VERITAS CONSTRUCTION, 32, Allée Sébastien Vauban, 83600 FREJUS, FR

Le titulaire est une PME : Non

V.2.4) Informations sur le montant du marché/du lot

Valeur totale du marché/du lot : 400000.00

V.2.5) Information sur la sous-traitance

Section VI : Renseignements complémentaires

VI.3) INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES

La consultation du(des) contrat(s) peut être effectuée à l'adresse de l'organisme acheteur. Les tiers justifiant d'un intérêt lésé peuvent exercer un recours de pleine juridiction en contestation de la validité du contrat dans un délai de deux mois à compter de la publication du présent avis.

VI.4) PROCÉDURES DE RECOURS :

VI.4.1) Instance chargée des procédures de recours

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE TOULON, 5, rue Racine, Lieu dit CS 40510, 83041 TOULON, Cedex 9

VI.4.2) Organe chargé des procédures de médiation :

Tribunal Administratif de Toulon, 5, rue Racine, BP 40510, 83041 TOULON, Cedex 9, Téléphone : 0494427930,

Courriel : greffe.ta-toulon@juradm.fr, Fax : 0494427989, Adresse internet : <http://toulon.tribunal-administratif.fr>

VI.4.3) Introduction de recours :

Précisions concernant les délais d'introduction de recours : Référé pré-contractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat. Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA. Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.

VI.5) DATE D'ENVOI DU PRÉSENT AVIS

25/01/2021